

Non à l'effort de guerre !

Au nom d'une guerre contre un virus, d'une soi-disant "crise sanitaire" l'État nous demande d'abandonner nos luttes, de rester chez nous, de ne plus communiquer que par l'électronique, d'abandonner les rassemblements, les réunions, les proximités familiales, amicales et autres, de ne plus accompagner les personnes âgées ni dans la vie, ni dans la mort, de laisser mourir les malades hospitalisés seuls, loin de tout,... d'abandonner les emprisonnés à leur sort, de les priver de tout soutien, de laisser mourir les migrants aux frontières,... de considérer l'autre comme un danger potentiel, un ennemi,... de briser toute solidarité. Chacun pour soi, chacun derrière son masque, chacun derrière sa peur!

Quelle opportunité pour l'État d'instaurer l'internet des objets, objets interconnectés qui prennent possession de nos moindres gestes, pensées, déplacements, rencontres, désirs, volontés d'action,... Comme en Chine où tout accès à un commerce, un parc, un immeuble, à l'eau, à l'électricité,... passe par le scannage du QR Code. Plus aucune liberté d'aller et venir, de rencontrer qui on veut sans être tracé, noté,... plus aucune liberté d'expression sans menace de sanction, enfermement, torture, disparition.

L'État cherche plus que jamais à faire de nous de parfaits petits robots, à faire de nos vies des prisons à ciel ouvert, à porter des œillères et à marcher droit.

Créer la panique, nous mettre dans un état de sidération,... et faire de nous des marionnettes obéissantes, sans voix!

Ainsi partout, les États ont attendu que la peur soit suffisamment installée, que le matraquage des chiffres et des menaces fasse son effet pour oser le confinement. Il fallait que la population adhère. Qu'elle soit suffisamment terrorisée pour se plier aux mesures d'enfermement, suffisamment tétanisée pour délaisser ses proches, pour se méfier de ses amis, pour reculer à l'approche d'un passant, d'une voisine,... pour porter un masque et s'interdire tout écart de conduite.

Il fallait créer une hypothétique violence d'un virus pour faire accepter la violence de la distanciation, de la séparation toujours plus poussée des uns avec les autres. S'approcher, s'embrasser, se toucher,... Autant d'actes délictueux!

Ainsi les États ont envoyé le personnel soignant au "front" en sous-effectifs et les mains vides du fait des coupes budgétaires perpétrées depuis des décennies, nous donnant ainsi des images de personnel soignant débordé, d'hôpitaux saturés, alors que des offres d'autres institutions hospitalières et laboratoires disposant de structures d'accueil et/ou de tout le matériel pour tester l'impact de ce fameux virus ont volontairement été écartés. Il fallait créer une hypothétique saturation des services d'urgence et surtout saturer les médias d'images d'impuissance pour faire accepter l'inacceptable, la violence de la distanciation, de l'isolement.

Ainsi, les États ont réussi à créer cet immobilisme social qui a mis fin -temporairement- à toutes les luttes qui, se propageant en 2019 (au Soudan, Liban, Chili, en France, Iran, Irak), menaçaient de contaminer 2020.

Et, pour ceux qui ne suivent pas, qui osent continuer à se parler de trop près: condamnations morales: "irresponsables" ou pire "assassins"! Condamnations physiques: amendes, peines de prison, disparitions, tortures, camps de rééducation, hôpitaux psychiatriques,...

Et pire encore, au nom de la santé, la délation élevée au rang de devoir civique ! Non seulement cette exigence de se soumettre mais encore, se dévouer à la cause de l'État en donnant à la répression ceux et celles qui ne sont pas du même avis. Se faire les vils serviteurs de la guerre de chacun contre tous sur laquelle l'État s'est toujours appuyé pour nous diviser, briser toute solidarité de classe !!!

Applaudir le personnel soignant, même avec des réserves, c'est applaudir l'effort de guerre. Exiger un refinancement du secteur médical, c'est discuter du budget, c'est se mettre dans la peau d'un gestionnaire. Tout comme parler d'incompétence, c'est discuter de la pertinence de telle ou telle gouvernance. Et c'est évidemment admettre qu'il s'agirait d'une crise sanitaire.

N'applaudissons pas ceux et celles du personnel soignant qui obéissent à l'exigence d'être de bons petits soldats et de sacrifier leur santé ... pour quoi? Pour sauver l'image d'un État dévoué et protecteur? Soutenons ceux et celles qui osent exprimer le fait qu'ils et elles ne veulent pas servir de chair à canon.

Aujourd'hui nous savons que les mourants étaient d'autant plus nombreux dans les zones fortement polluées (pollutions industrielles, électroniques,...), d'autant plus nombreux parmi les personnes âgées qui cumulaient déjà plusieurs traitements de divers problèmes de santé. Aujourd'hui nous savons que bon nombre de personnes âgées se sont laissées mourir de détresse émotionnelle, de ne pouvoir supporter l'insupportable, ce double confinement,...

Aujourd'hui nous savons que le nombre de morts est largement inférieur à celui des plus forts pics de la grippe saisonnière.

Aujourd'hui nous savons que, chaque année, aux moments les plus forts de la grippe saisonnière, les hôpitaux et le personnel soignant sont débordés, saturés du fait des coupes budgétaires.

De plus, les moyens naturels pour aider les malades sont rejetés. Trop de chance de guérison relativement aisée et peu coûteuse, ça ne fait pas assez de profit pour l'industrie pharmaceutique. Et puis nous n'aurions plus peur, nous reprendrions confiance dans nos capacités d'autoguérison, dans notre force de lutte. Ce n'est pas rentable ni pour ce qui est d'enranger du profit, ni pour ce qui est de maintenir notre soumission.

Les réels "gestes barrières" tels que prendre de la vitamine C, D3, du magnésium, du zinc, du thym,... et autres remèdes non toxiques, sortir, s'oxygéner,... sont volontairement dénigrés ou interdits par l'État et sa médecine.

L'État s'appuie sur des siècles de répression du corps, de lavage de cerveau, de privatisation des savoirs aux mains des "experts", de culture de l'ignorance et de soumission aux autorités médicales (elles-mêmes inféodées à l'industrie pharmaceutique) pour nous faire avaler n'importe quoi sur l'existence de ce virus et surtout nous faire peur à tel point que nous abandonnions toute autonomie de pensée et d'action.

Toutes les données qui auraient permis de rester sereins et de rapidement comprendre que le confinement n'avait rien à voir avec une quelconque question de santé ont volontairement été cachées.

Il fallait nous faire peur et nous mobiliser pour une guerre qui n'est pas la nôtre, nous faire adhérer au consensus national, à ce que tout le monde se serre les coudes pour sauver... l'État et son économie, l'État et ses besoins de profit.

Ce qui se joue réellement: une crise économique et sociale qui menace d'exploser depuis des décennies et que l'État veut camoufler derrière une soi-disant crise sanitaire. Crise que les économistes n'ont plus peur de comparer à celle de 1929: longue files de chômeurs, pénuries, inflation,... préparation à une mobilisation pour une nouvelle phase de guerre entre puissances économiques, conditionnement pour nous amener à servir de chair à canon.

Notre santé dans tout ça? L'État n'a jamais reculé devant le sacrifice de populations entières sur l'autel de l'argent, du profit. Notre soi-disant santé n'est qu'un prétexte pour nous faire adhérer à ses plans les plus morbides.

Rappelons-nous que cette société est construite sur des guerres de rapine, pillage des ressources, massacres, exterminations et mise en esclavage de la planète entière. Rappelons-nous les générations sacrifiées dans les mines et autres bagnes du travail. Rappelons-nous les morts sur les champs de bataille. Rappelons-nous les millions de personnes qui survivent dans des camps de réfugiés. Rappelons-nous ces migrants entassés aux frontières et dont aucun État ne veut. Rappelons-nous que chaque jour plus de deux millions de personnes meurent de faim.

Le dé-confinement met au grand jour qu'il ne s'agit pas d'une crise sanitaire mais bien d'une crise profonde du système capitaliste. Ceux et celles qui vivaient du travail journalier et/ou au noir se sont vus privé.e.s du jour au lendemain de tout revenu, la famine se développe à grande vitesse. L' "après" qu'ils nous promettent prend l'allure de pénuries, hausses des prix, expulsions,...

Alors que voulons-nous? Venir grossir les files des sans ressources, sans abris,...

L'État espère contenir tout développement des luttes par un flicage de plus en plus serré: QR Codes généralisés, les smartphones, instruments privilégiés du traçage. A cet effet : la 5G. Ce processus est déjà en route.

Alors que voulons-nous? Nous laisser enfermer dans des circuits toujours plus contrôlés? Continuer à alimenter le vampire capitaliste? Continuer à servir de chair à travail ou de chair à canon? Marcher dans une guerre qui ne sert que les grands de ce monde? Grands parce qu'ils contrôlent toutes les ressources de la terre. Grands parce qu'ils ont ce pouvoir d'imposer à ceux qui n'ont rien de se vendre contre un salaire ou de crever. Grands parce que nous leur laissons ce pouvoir!

**Alors, stop à la servitude volontaire. Révoltons-nous !
Reprenons nos vies en mains !
Ne nous laissons plus manipuler comme des marionnettes !
Stop à la pandémie de la peur ! NON à l'effort de guerre !
Non à la distanciation sociale ! Réunissons-nous !
Bas les masques !
Révolution sociale !**